

CONSTRUIRE LE PRÉSENT, RECONSTRUIRE LE PASSÉ

Août 1991

La mémoire retrouvée des crimes de Nankin

UN TOURNANT - SYMBOLIQUE - DE L'HISTOIRE EST-IL EN VUE ? LE GOUVERNEMENT DE PÉKIN A EN EFFET INVITÉ L'EMPEREUR DU JAPON. UN TEL GESTE EÛT ÉTÉ IMPENSABLE AUSSI LONGTEMPS QUE VIVAIT L'ANCIEN SOUVERAIN, HIROHITO : TROP DE SANG AVAIT ÉTÉ VERSÉ, EN TERRE CHINOISE NOTAMMENT, DANS LES ANNÉES 30 ET 40, DU FAIT DE L'ARMÉE NIPPONE. LES PLAIES NE SONT PAS REFERMÉES ET, ALORS QU'EN DÉCEMBRE SERA COMMÉMORÉ LE CINQUANTIÈME ANNIVERSAIRE DE L'ATTAQUE DE PEARL HARBOR, S'IMPOSE LA NÉCESSITÉ DE METTRE FIN À L'ÉTOUFFEMENT DU SOUVENIR.

PAR ANTOINE HALFF *

Quelque trois cents participants sont attendus à Nankin (Nanjing), les 15 et 16 août, pour une réunion sans précédent. Extraordinaire, cette assemblée le sera non seulement parce qu'elle regroupera, dans l'ancienne capitale nationale, des Chinois venus de partout, des Etats-Unis, de Hongkong, de Taïwan... auxquels se joindront des délégations japonaises et des ressortissants d'autres pays d'Asie ; mais aussi et surtout parce qu'il s'agira du premier hommage international aux victimes du "viol de Nankin", cet épisode tristement emblématique des crimes de guerre des troupes nippones lors du dernier conflit sino-japonais (1937-1945).

Avec vingt-deux millions de morts, dont dix-huit millions de civils, la Chine pourrait revendiquer la première place au martyrologe de la seconde guerre mondiale (1). Ni les impératifs de la guerre ni ceux de l'expansion coloniale ne sauraient expliquer - encore moins excuser - l'effroyable brutalité des troupes nippones dont tant de témoignages sont conservés au Second Centre d'archives de Nankin (2).

Pourtant la Chine n'obtint du Japon ni excuses ni réparations. A peine inquiétés par les procès de Tokyo, bien des criminels de guerre continuèrent d'exercer de hautes fonctions dans un Japon à l'économie reconstruite par les Etats-Unis (3). Près de cinquante ans après la fin des hostilités, le révisionnisme historique japonais (4) n'a fait qu'encourager en Chine et dans la diaspora chinoise un sentiment de frustration contre l'impunité de l'ancien agresseur et l'arrogance de son extrême droite, mais aussi contre la longue timidité de Pékin et de Taïpeh à l'égard de Tokyo, et leur indifférence apparente à l'égard des victimes de l'occupation japonaise.

En décembre 1987, peu après la visite d'un sanctuaire shinto par le premier ministre nippon, M. Nakasone, et le scandale causé par des manuels scolaires japonais expurgés des plus sombres pages de l'histoire nationale, M. Sam Chen, un imprimeur taïwanais fixé à New-York, organise, dans une galerie d'art, le cinquantième anniversaire des massacres de Nankin : cinquante peintres et sculpteurs sino-américains s'associent à cet hommage collectif, "couvert" par le *New York Times* et par le *Quotidien du Peuple*. Seconde exposition en 1988, avec cinquante autres artistes. Dès 1986, toujours à New-York, était née la Chinese Alliance for Memory and Justice, qui, le 26 décembre 1990, a lancé dans le *New York Times* un appel à la mémoire des victimes de Nankin. En mars 1991, M. Shao Tzu-ping, expert juriste aux Nations unies, entouré notamment de M. James C. Hsiung, professeur de sciences politiques à New York University, de l'historien T. K. Tong, professeur à la City University de New-York, et de la romancière et essayiste Tong Su, fondait l'Alliance in Memory of the Nanjing Massacres.

De Chine communiste parvenaient des voix, isolées sans doute, mais qui témoignaient d'une aspiration partagée. M. Li Gu-ping, ancien étudiant de l'Université du peuple et conseiller juridique d'une usine automobile du Hubei, militait en faveur de réparations japonaises. Son dernier article, distribué comme les précédents sous le manteau, remonte à 1989 : M. Li Gu-ping, incarcéré après la répression de la place Tiananmen en juin 1989, serait toujours sous les verrous. C'est une autre voie, celle d'une requête officielle auprès du Congrès du peuple, qu'empruntait, dans le même but, un Pékinois, M. Tong Zhen. L'un et l'autre faisaient état de maintes réclamations spécifiques et de demandes locales qui attestaient d'un véritable "besoin de mémoire". A l'échelle même des instances officielles, l'autorisation donnée à l'Alliance pour la mémoire d'organiser la rencontre de Nankin, en liaison avec six départements universitaires et instituts de recherches de Chine populaire et plusieurs universitaires de Hongkong et de Taïwan, témoigne de l'évolution des esprits.

Le long isolement diplomatique de la Chine explique que sa mémoire ait été si lente à resurgir. Au lendemain de la seconde guerre mondiale, le heurt entre communistes et forces de Tchang Kai-shek, aggravé par la guerre froide, devait durablement inhiber toute réclamation. Or les menées de la guérilla communiste et les batailles de position livrées par les nationalistes avaient contribué à la défaite japonaise. Pour le professeur Hsiung, l'incapacité des deux camps à s'en reconnaître mutuellement le mérite devait longtemps prolonger leur amnésie.

L'ampleur même des dommages s'opposait du reste au versement de toute compensation par le Japon, placé sous la coupe de MacArthur, que les Etats-Unis employaient, à grand renfort de dollars, à garder dans le camp occidental. Une commission, formée en 1944 à la demande américaine, avait évalué les pertes chinoises à quelque 300 milliards de dollars, somme vertigineuse, sans commune mesure avec les ressources de l'économie japonaise d'alors (5). Huit ans plus tard, en pleine guerre de Corée, Tchang Kai-shek, menacé à Taïwan et soumis à de fortes pressions américaines, signait avec le Japon le traité du 27 avril 1952, qui renonçait, au nom du " *bon voisinage* ", à toute indemnité.

Mao bénéficiaire de l'agression

EN mobilisant les ressources du Kuomintang au profit de la défense nationale, l'agression japonaise avait indirectement installé au pouvoir les dirigeants communistes. Mao Tsé-toung ne l'ignorait pas, qui en 1964 balayait les excuses d'une délégation de socialistes nippons en observant que la guerre sino-japonaise lui avait facilité la victoire. En 1972 pourtant, sous le coup du "Nixon choc", le gouvernement Tanaka se montrait prêt à payer en échange d'un rapprochement avec Pékin. Malgré l'aval de la Diète à la proposition japonaise, Chou En-laï, à la stupéfaction de Tokyo, se contentait, au nom de "*l'amitié entre les peuples japonais et chinois*", d'une visite officielle de M. Tanaka à Pékin - décision sans doute en partie inspirée par l'isolement de la Chine populaire, sa brouille avec l'URSS, sa course avec Taïwan à la reconnaissance internationale et son souci de hâter le rétablissement de ses relations avec les Etats-Unis.

Aux yeux des dirigeants de l'Alliance pour la mémoire, ce double renoncement aux réparations, et, plus généralement, le refoulement de la mémoire de la guerre ont créé en Chine une situation à tout le moins malsaine, voire dangereuse. A l'échelle des individus, le traumatisme des massacres aurait induit chez les survivants des troubles psychologiques. A l'échelle nationale, un démagogue pourrait être tenté de jouer du vaste réservoir de nippophobie refoulée des Chinois. Fait significatif : les investisseurs japonais, si dynamiques en Chine, ont évité de se montrer à Nankin.

L'exorcisme du passé serait donc d'autant plus nécessaire que les motifs qui l'ont retardé si longtemps sont caduques. Depuis 1985, le PC chinois admet le rôle du Kuomintang dans la résistance anti-japonaise. La reconnaissance *de facto* par Taïwan du gouvernement de Pékin, le 30 avril dernier, lorsqu'il a été mis fin à quarante-trois ans d'état de siège, limite désormais la portée du traité nippo-taïwanais de 1952. En

Chine continentale, la démaoïsation a retiré de son importance au communiqué conjoint sino-japonais de 1972, signé alors que le pouvoir personnel du "Grand Timonier", en pleine révolution culturelle, était à son apogée, et jamais ratifié par le Congrès du peuple. Au Japon même, la mort de l'empereur Hirohito facilite le réexamen des crimes de guerre. Les efforts de l'Alliance pour la mémoire n'y manquent d'ailleurs pas de sympathisants. M. Shao Tzu-ping y a été interviewé par l'*Asahi Shimbun*, et plusieurs médias japonais (presse et télévision) couvriront la rencontre de Nankin.

Loin de chercher à faire pression sur la diplomatie chinoise, les organisateurs du congrès s'efforcent au contraire d'en limiter la portée. Ainsi n'y sera-t-il point question de réparations japonaises, mais uniquement de la réparation d'un oubli, celui des martyrs de la ville. Deux grands moments rythmeront la rencontre. Un symposium universitaire s'efforcera de faire le point des travaux en cours et de provoquer des réflexions d'ordre historique, politique, éthique et psychologique. Un office religieux (bouddhiste), célébré par des moines taïwanais et japonais de renom, sera suivi par des plantations d'arbres, des films, des concerts, des visites aux principaux sites des massacres et des rencontres avec des rescapés. Le dialogue international et l'approche comparative avec d'autres massacres de même ampleur seront encouragés. "*Nous devons apprendre à nous souvenir*", dit M. Shao Tzu-ping.

ANTOINE HALFF

* Chargé de cours d'histoire contemporaine, Touro College, New-York.

- (1) Selon les données les plus récentes établies par le professeur James C. Hsiung dans son ouvrage à paraître (codirigé avec Steven I. Levine), *China's Bitter Victory : The War With Japan, 1937-1945*, chap.12 : "The War and After : World Politics in Historical Context", M.E. Sharp ed., Armonk, New-York.
- (2) Pour une évocation des crimes de guerre japonais, voir notamment l'ouvrage trop rapide mais énergique de Dick Wilson, *When Tigers Fight : The Story of the Sino-Japanese War 1937-1945*, Viking Press, New-York, 1982, et en particulier le chapitre 4, "The Rape of Nanjing".
- (3) Arnold C. Brackman, *The Other Nuremberg : the Untold Story of the Tokyo War Trials*, Morrow, New-York, 1989.
- (4) Voir notamment Shintaro Ishihara, *The Japan that can say no*, New-York, Simon & Shuster, 1991, traduit en français sous le titre *le Japon sans complexe*, Dunond, Paris, 1991 ; Ian Buruma, "From Hirohito to Heimat", *The New-York Review of Books*, 26 octobre 1989 et "A New Japanese Nationalism", *The New York Times Magazine*, 12 avril 1987 ; "Japan's Revisionists", *The Wall Street Journal*, 8 septembre 1988 ; et Flora Lewis, "Japan's Faulty Memory", *The New York Times*, 18 mai 1988.
- (5) James C. Hsiung les évalue aujourd'hui à 100 milliards de dollars (*op. cit.*).

Mots-clés

- **Chine**
- **Japon**

